

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 11 décembre 2025

L'inflation a augmenté à 3,80 % g.a. en novembre, mais est restée dans la fourchette cible de la Banque centrale (3 % \pm 1).

L'inflation globale a augmenté par rapport au mois d'octobre (3,57 % g.a.) et devrait se maintenir proche de ce niveau d'ici fin 2025, d'après le consensus de marché qui prévoit que l'inflation clôturera l'année à 3,79 % g.a..

L'inflation sous-jacente, qui exclut de son calcul les biens et services dont les prix sont les plus volatils continue d'augmenter, ayant atteint en novembre (4,43 % g.a.) son niveau le plus haut depuis mars 2024. En son sein, ce sont les services qui ont davantage exercé une pression à la hausse sur l'indice, affichant une accélération des prix de 4,49 % g.a.. Les prix de marchandises ont également accéléré à un rythme soutenu de 4,37 % g.a..

L'inflation non sous-jacente est restée modérée, s'établissant à 1,73 % g.a.. En son sein, les prix des produits agricoles n'ont augmenté que de 0,90 % g.a. tandis les produits énergétiques ont enregistré une hausse de 2,40 % g.a..

LE CHIFFRE A RETENIR

3,80 %

Inflation au Mexique en g.a. en novembre 2025

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le peso mexicain s'est légèrement renforcé suite à la troisième baisse de taux consécutif de la Réserve fédérale américaine (Fed). Ce mercredi 10 décembre, la Fed a réduit son taux d'intérêt directeur de 25 points de base (pdb), le ramenant dans une fourchette comprise entre 3,50 % et 3,75 %. Cette baisse, qui était attendue par le marché, est la troisième consécutive depuis septembre dernier, après une pause de neuf mois. La devise mexicaine a progressé après l'annonce de la baisse du taux d'intérêt directeur américain. Le taux de change a clôturé la journée du 10 décembre à 18,18 unités pour un dollar, par rapport au taux de 18,19 unités enregistré la veille, totalisant un gain de 0,05 %. Le différentiel de taux entre la Fed et la Banque centrale du Mexique (Banxico) s'établit désormais à 350 pdb, mais le consensus de marché prévoit une dernière baisse de taux mexicain le 18 décembre. Ce dernier devrait clôturer l'année à 7,0 %, sécurisant un différentiel de taux de 325 pdb avec le taux directeur américain.

Les fonds d'investissement au Mexique ont enregistré une forte croissance au cours des 5 dernières années, passant de 3 millions de comptes à 15 millions. Cette augmentation d'environ 500 % en 5 ans fait des fonds l'un des moteurs les plus dynamiques du système financier. En parallèle, le secteur a doublé ses actifs en gestion et approche les 275 Mds USD soit environ 13,7 % du PIB. Le secteur des fonds progresserait ainsi à un rythme proche de 20 % par an, représentant un secteur particulièrement dynamique dans une économie à faible croissance. La profondeur du marché reste cependant limitée avec seulement 30 sociétés de gestion des fonds locales actives au Mexique. D'après les spécialistes du secteur, une réglementation plus souple pourrait faciliter le lancement de nouveaux produits, réduire les délais d'autorisation et stimuler la concurrence en matière de coûts et de services.

L'Indice global d'opinion des entreprises, calculé par l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), chute à son plus bas niveau en 3 ans. Au mois de novembre, l'Indice global d'opinion des entreprises a reculé de 3,2 points sur un an, enchaînant 19 mois de baisse pour s'établir à 48,3 points, son plus faible niveau depuis décembre 2022. L'indicateur reste, pour le neuvième mois consécutif, en dessous du seuil des 50 points, c'est-à-dire en zone pessimiste. Cette chute est à mettre en lien avec l'incertitude nationale et internationale, ainsi que l'insécurité qui affectent le climat des affaires du pays. Les quatre secteurs composant l'Indice global d'opinion des entreprises ont enregistré une baisse annuelle en novembre : (i) le secteur de la construction a enregistré une chute de 3,2 points, accumulant 15 mois en zone pessimiste (sous les 50 points) ; (ii) le secteur du commerce a enregistré une baisse de 4,2 points en novembre, enchaînant neuf

mois en zone pessimiste ; (iii) le secteur manufacturier a enregistré une baisse de 3,5 points, comptant neuf mois en zone pessimiste ; (iv) le secteur des services privés financiers a reculé de 2,6 points, apparaissant comme le plus résilient avec seulement 2 mois en zone pessimiste. Ces résultats témoignent d'une confiance en berne des entrepreneurs qui s'accordent à dire que la situation économique actuelle de leurs entreprises n'est pas favorable. Cette tendance se reflète en outre dans la contraction de l'investissement privé observée depuis le début de l'année.

Sectoriel

Le Congrès a approuvé une réforme relevant les droits de douane sur les importations provenant de 11 pays sans accord commercial avec le Mexique, dont la Chine, l'Inde, le Vietnam et la Corée du Sud. La mesure couvre 1 463 catégories tarifaires et touche principalement les secteurs des textiles, des chaussures, des appareils électroménagers, des automobiles et des pièces détachées automobiles. Le gouvernement avait annoncé cette réforme d'ampleur de sa politique douanière le 9 septembre dernier, avec pour objectif de protéger l'industrie mexicaine nationale, d'augmenter la collecte fiscale et donner des gages à l'administration américaine en vue de la révision du T-MEC prévue mi 2026. La proposition de texte initiale portait sur environ 50 Mds UDS d'importations (soit 8,6% du montant des importations hors énergie) avec un tarif moyen total proposé passant de 16,1 % à 33,8 % sur les 1463 lignes tarifaires concernées. Le texte adopté ce mercredi 10 décembre ramène le taux moyen total sur l'ensemble des lignes concernées à environ 29 % mais les tarifs douaniers pourront toujours atteindre 50 % sur certains produits. Les députés ont abaissé les droits de douanes proposés par l'exécutif sur près de 1000 lignes tarifaires, concernant en particulier les biens de consommations et les pièces détachées de l'industrie automobile et ont proposé près de 100 nouvelles lignes tarifaires concernant notamment l'aluminium, les produits sidérurgiques finis et le textile. Ils ont en outre supprimé le caractère transitoire de la réforme qui entrera en vigueur au 1er janvier 2026. Le gouvernement de Claudia Sheinbaum a insisté sur le caractère défensif et ciblé de ces mesures, destinées à contrer les importations à très bas prix et à protéger l'industrie nationale, tout en niant viser implicitement la Chine.

Entre janvier et août 2025, le train interurbain México-Toluca a fortement dynamisé le transport ferroviaire mexicain en triplant presque sa fréquentation par rapport à la même période de l'année dernière. Le train interurbain a augmenté sa fréquentation de près de 195 % au cours de la période, atteignant 5,5 M d'usagers. Cette progression en fait désormais le deuxième axe ferroviaire le plus utilisé du pays, avec 15 % de part de marché (contre 5,7 % un an plus tôt). Cette montée en puissance du transport ferroviaire sur le tronçon México-Toluca s'inscrit dans un contexte de progression de l'utilisation du train au niveau national, qui a augmenté de 11 % g.a. entre janvier et août 2025, pour atteindre plus de 36 millions de voyageurs. Ce niveau reste toutefois inférieur de 3,6 % à celui de 2019.

Le Sénat mexicain a approuvé la nouvelle Loi générale sur l'eau, intégrant 68 changements visant à redéfinir l'accès, l'utilisation et l'administration des ressources hydriques du pays. Cette nouvelle loi vise à mettre de l'ordre dans les contrats de concessions d'eau et à garantir l'accès à l'eau comme droit essentiel dans un pays sujet à de fréquentes situations de stress hydrique. Le texte prévoit notamment que la Commission Nationale de l'eau (Conagua) supervise la transmission des concessions, y compris par héritage, afin d'éliminer le marché privé de l'eau. Malgré des tensions autour d'accusations d'accaparement, le parti présidentiel et ses alliés ont ajouté 18 réserves supplémentaires aux 50 déjà existantes.

Finances publiques

L'Etat fédéral a transféré plus de 21 Mds USD à l'entreprise nationale pétrolière Pemex entre janvier et octobre, soit le montant le plus élevé jamais enregistré sur la période. Ces transferts massifs visent à soutenir la situation financière de la compagnie pétrolière mexicaine, qui serait l'une des plus endettées au monde. Ils ont été nettement supérieurs à la ligne budgétaire destinée au transfert de ressources à Pemex (7,5 Mds USD) approuvé par le Congrès pour cette année et au montant versé l'année dernière sur la même période (9,8 Mds USD). Ces transferts, effectués par l'intermédiaire du ministère de l'Énergie (Sener), n'ont pas compensé les recettes obtenues grâce à la vente de pétrole, qui se sont élevées à 11 Mds USD. Au total, un solde négatif de 10 Mds USD a été enregistré alors que le gouvernement espérait recevoir 13 Mds USD de recettes pétrolières nets sur la période. Le résultat est nettement inférieur aux prévisions du gouvernement en raison des aides supplémentaires accordées à l'entreprise publique couplées à la baisse continue de la production pétrolière.

Indicateurs bourse, change et pétrole

| Indicateurs | Variation hebdomadaire | Variation sur un an glissant | 11/12/2025 |
|------------------------|------------------------|------------------------------|------------------|
| Bourse (IPC) | 1,47% | 23,42% | 64 529,53 points |
| Change MXN/USD | -1,10% | -9,73% | 18,03 |
| Change MXN/EUR | -0,24% | 0,61% | 21,21 |
| Prix du baril mexicain | -1,14% | -14,28% | 54,76 |

Amérique centrale

Costa Rica

D'après l'Institut National de Statistique et de Recensement (INEC), l'inflation au Costa Rica aurait atteint -0,38 % g.a. en novembre 2025, loin de l'objectif de la **Banque centrale du Costa Rica (BCCR)** fixé entre 2 % et 4 %. Selon un rapport de l'INEC, les catégories de biens et services dont les prix auraient augmenté seraient les services liés à l'information et la communication, les loisirs, le sport et la culture, les services de restauration et d'hôtellerie, les transports, les aliments et boissons non alcoolisées et la santé. Les biens et services dont les prix auraient diminué seraient les boissons alcoolisées et tabac, les meubles, les services financiers et d'assurance, les vêtements et chaussures. L'INEC souligne que ce taux d'inflation négatif ne reflète pas réellement le coût de la vie, qui reste élevé dans le pays, surtout pour les ménages les plus précaires.

L'INEC estime qu'en 2024 les ménages costariciens auraient dépensé en moyenne 1 394 USD par mois pour la consommation courante de biens et de services. Selon l'enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages, le principal poste de consommation des costariciens serait l'alimentation et les boissons non alcoolisées (19,3 % des dépenses), suivi par les transports (17,6 %) et le logement, l'eau, l'électricité et le gaz (12,7 %). Des disparités sont observées en fonction des revenus des ménages : les foyers les plus précaires dépensent plus de 32 % de leurs revenus dans l'alimentation, tandis que pour les foyers les plus riches, ce poste ne représente que 13,4 % des dépenses.

El Salvador

L'inflation au Salvador a atteint 1,14 % g.a., en novembre. La hausse des prix est principalement tirée par les aliments et boissons non alcoolisées, qui progressent de 2,28 % g.a.. Les prix des boissons alcoolisées et du tabac ont augmenté de 2,17 % g.a., ceux du secteur de ma santé de 2,22 % g.a., tandis que le poste restaurants-hôtels enregistre une inflation de 3,48 % g.a. À l'inverse, plusieurs catégories enregistrent des baisses : les transports (-2,86 % g.a.), l'habillement et les chaussures (-0,62 % g.a.), ainsi que les communications (-0,37 % g.a.).

A l'occasion de la Journée de l'Aviation organisée par l'Association Internationale du Transport Aérien (IATA) à San Salvador, la Commission Exécutive Portuaire Autonome (CEPA) a annoncé des investissements à hauteur de 800 M USD dans les prochaines années. Ces fonds, dont 100 M USD ont déjà été engagés, seront affectés à l'expansion des aéroports d'El Salvador et d'Ilopango, ainsi qu'à la construction de l'aéroport International du Pacifique, dans l'est du pays. Le pays vise ainsi à porter sa capacité de desserte à 8 à 9 millions de passagers annuels. L'effort d'infrastructures s'accompagnera d'un renforcement de la connectivité aérienne, visant à stimuler le tourisme, améliorer la compétitivité et positionner le Salvador comme un hub régional.

Guatemala

Le ministère de l'Énergie et des Mines a déclaré l'état d'urgence en vue de conclure un contrat de services de 12 mois portant sur la maintenance et l'exploitation du Système fixe de Transport d'Hydrocarbures (SETH), unique oléoduc du pays. Cette mesure vise à garantir la pérennité de ces infrastructures après la sortie de Perenco du champ Xan et le retour des installations à l'État. Les autorités soulignent « l'importance de préserver l'intégrité de ces actifs stratégiques » et de prévenir « toute interruption dans la chaîne logistique pétrolière ». Le coût annuel des opérations de sécurisation et de maintien en condition opérationnelle des installations est estimé autour de 50 M USD.

Les réserves monétaires internationales de la Banque centrale du Guatemala (Banguat) ont atteint 32 Mds USD au 1^{er} décembre 2025, un niveau historique pour le pays. Les réserves de change de Banguat, qui représentaient 7,7 Mds USD en 2015, ont ainsi plus que quadruplé en 10 ans. Cette forte hausse s'explique essentiellement par l'émission en juillet 2025 d'un eurobond d'environ 1,5 Md USD, et l'afflux continu de transferts de fonds (remesas) provenant de la diaspora guatémaltèque. Avec ce stock de réserves, le pays dispose d'une assise lui permettant de couvrir presque une année d'importations, ce qui renforce sa marge de manœuvre face à des chocs externes et consolide sa crédibilité financière.

Honduras

Selon la Banque centrale du Honduras (BCH), l'inflation interannuelle a atteint 5,09 % entre janvier et novembre 2025, contre 3,94 % à la même période en 2024. Elle demeure supérieure à la cible de 4,0 % \pm 1,0 de la BCH. L'indice des prix à la consommation a également progressé de 0,35 % g.m. en novembre. Cette hausse provient principalement de l'alimentation, notamment des produits agricoles touchés par des perturbations climatiques et des denrées transformées, qui ont compté pour 48,6 % de la variation mensuelle. Le poste logement, eau, électricité, gaz et combustibles a contribué à hauteur de 31,4 %, en raison notamment de l'augmentation des loyers et des prix du bois de chauffage et du kérozène.

L'Entreprise Nationale d'Énergie Électrique (ENEE) devrait clore l'année 2025 avec des résultats négatifs, ses pertes accumulées s'élevant à 713 M USD à la fin du mois de septembre. La production nette d'électricité s'est élevée à 8 479,7 Gigawatts sur la période, tandis que les ventes ont atteint 5 523,7 GW, générant des revenus de 1,1 Md USD. Les pertes techniques et non techniques du réseau sont estimées à 34,36 %. Malgré les efforts de réduction des pertes et les injections de capitaux, la structure financière reste fragile, alertant sur la soutenabilité de l'entreprise et sur le besoin d'une réforme plus profonde.

Le secteur touristique hondurien pourrait générer plus de 700 M USD de devises en 2025, selon les projections de l'Instituto Hondureño de Turismo (IHT). Avec un afflux attendu de plus de 2,1 millions de visiteurs d'ici la fin de l'année, le tourisme se consolide comme l'un des moteurs majeurs des recettes en devises. Le rythme reste soutenu après 2024, lorsque le tourisme avait attiré 2,8 millions de visiteurs pour un revenu de 719,1 M USD. Environ 70 % des touristes qui visitent le Honduras proviennent d'Amérique du Nord, suivis des visiteurs d'Amérique centrale, en particulier du Guatemala et du Salvador, ainsi que des touristes espagnols, en raison de l'ouverture de vols directs.

Nicaragua

Entre 2023 et 2025, le Nicaragua a signé onze prêts avec des entreprises chinoises pour un montant de 1,4 Md USD. Le coût réel de ces emprunts, une fois intérêts et commissions intégrés, portera le remboursement total à environ 2 Mds USD. Les conditions sont nettement moins favorables que celles de prêts concessionnels puisque les taux d'intérêt oscillent entre 4 % et 6 % et les commissions initiales de 2 % à 3,5 %. À ce jour, les décaissements effectifs de fonds chinois restent modestes. En effet, seuls 14,2 M USD ont été versés à titre de prêt, tandis que l'essentiel des paiements (plus de 64 M USD) concernent des commissions versées aux entreprises chinoises, sans rapport direct avec les investissements réalisés.

L'Assemblée nationale du Nicaragua a approuvé un budget de 5,3 Mds USD pour 2026, soit une augmentation annuelle de 22,8 % g.a.. Le budget des dépenses pour 2026 est fixé à 5,1 Mds USD, en progression de 20,7 % g.a. Le budget 2026 prévoit néanmoins un excédent de 245,7 M USD, qui équivaut à 0,6 % du PIB nicaraguayen. Le gouvernement consacrera 10,6 % du budget total aux fonctions de sécurité publique, de sécurité nationale et de défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, contre 10,3 % en 2025. Les perspectives macroéconomiques retenues prévoient une croissance comprise entre 3 % et 4 % et une inflation autour de 2,7 %.

Panama

Le coût de la ligne 3 du métro de Panama s'élèverait à près de 4,5 Mds USD, dépassant l'estimation initiale de 2,8 Mds USD. La ligne 3 devrait relier Albrook à Ciudad del Futuro, à l'ouest de la ville de Panama, en passant sous le Canal. La construction de la ligne est effectuée par le consortium coréen HPH Joint-Venture, composé des sociétés Hyundai Engineering & Construction et Posco E&C, et financé par des prêts concessionnels du gouvernement japonais via l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Selon l'entreprise publique exécutante, Metro de Panama S.A (MPSA), cette augmentation serait en partie due au financement du tronçon souterrain, estimé à 492 M USD et qui aurait atteint un avancement de 53 %, la partie sous le Canal étant achevée. Quant à la partie aérienne de 18,5 km du métro, reliant Panama Pacifico à Ciudad del Futuro, elle serait achevée à 88 %. La ligne pourrait être opérationnelle en 2028.

Le président José Raúl Mulino a promulgué la loi 502 du 25 novembre 2025, qui établit pour la première fois un cadre juridique visant à accompagner la transition du Panama vers une économie circulaire. Cette législation engage l'État à encourager les entreprises à adopter des modèles de production circulaire, en privilégiant le recyclage, la réutilisation et la réparation des matériaux, tout en s'éloignant progressivement du modèle linéaire traditionnel « extraire – produire – utiliser – jeter ». Au-delà de ses effets attendus en matière de durabilité environnementale, cette initiative pourrait également stimuler la création d'emplois et renforcer les filières industrielles liées à l'économie circulaire.

Selon l’Institut national de la statistique et du recensement, les IDE ont atteint 2,8 Mds USD en 2024, soit une progression de 28,9 % sur un an. Le gouvernement panaméen anticipe une nouvelle hausse en 2025, portée par un ambitieux programme d’infrastructures et par des mesures destinées à restaurer la confiance des investisseurs internationaux. Les investissements majeurs déjà engagés dans les infrastructures contribuent d’ailleurs à dynamiser les flux d’IDE : 600 M USD investis par APM Terminals, filiale du groupe danois Maersk, pour reprendre l’exploitation de la Panama Canal Railway Company, ou encore l’acquisition de l’usine Cemex pour 200 M USD par le dominicain Grupo Estrella.

La Chambre panaméenne de l’énergie solaire (CAPES) estime que le gouvernement devrait supprimer la limite actuelle de 4 % d’autoconsommation d’énergie, afin de permettre une montée en puissance plus rapide du solaire. Le secteur regrouperait désormais plus de 6 900 utilisateurs et disposerait d’une capacité installée de 188,87 MW, dont 40 MW ajoutés entre janvier et novembre 2025. La CAPES fait état d’une progression de 10 % à 20 % des installations de panneaux solaires par rapport à 2024, une dynamique qui devrait encore s’accélérer d’ici 2026. Par ailleurs, un accord a été conclu entre la CAPES et la Banque de développement d’Amérique latine et des Caraïbes (CAF) afin de renforcer l’écosystème national des énergies renouvelables, avec un accent particulier sur le solaire. Cet accord vise notamment à faciliter l’accès au financement pour les projets photovoltaïques et pour les « PME vertes », contribuant ainsi à structurer davantage la filière.

Caraïbes

Antigua-et-Barbuda

Selon le Premier ministre d’Antigua-et-Barbuda, Gaston Browne, le ratio dette/PIB devrait s’établir à 61,4 % en 2025, poursuivant une trajectoire d’assainissement marquée depuis 2014, année où il atteignait 120 %. Toujours selon le chef du gouvernement, le pays aurait enregistré en 2025 un excédent budgétaire de 43 M USD et un excédent primaire de 94 M USD. Ces performances seraient soutenues par une croissance économique vigoureuse, portée par la hausse de la consommation, la reprise du tourisme et le dynamisme des projets de construction. Le budget 2026 prévoit en outre de nouveaux engagements dans les secteurs de l’éducation, de la santé, du logement et des infrastructures.

Cuba

Cuba connaît un nombre record de coupures d’électricité, avec des conséquences économiques et sociales importantes. L’île traverse actuellement le point le plus critique de sa longue crise énergétique, avec une chute continue de la capacité de génération et une intensification des coupures d’électricité. Cette situation résulte de vulnérabilités structurelles amplifiées par les restrictions financières qui limitent l’accès aux devises nécessaires pour l’approvisionnement en combustible, la

maintenance des unités et le financement des services spécialisés. Ces derniers jours, la pénurie de combustible, conjuguée aux pannes répétées des centrales thermiques, a entraîné des déficits de plus de 2 000 MW à plusieurs reprises, établissant de nouveaux records négatifs. Le dernier pic a été atteint ce lundi 8 décembre, avec un déficit de 2 185 MW - soit 65 % de la demande - dépassant le précédent record de 2 152 MW enregistré le 3 décembre. Plus de 1 000 MW restent indisponibles en raison du manque de combustible et de lubrifiants, provoquant des coupures prolongées de 30 à 40 heures dans plusieurs territoires. Les contraintes financières limitent fortement la capacité du pays à maintenir et moderniser son parc énergétique, à assurer l'approvisionnement régulier et à financer les investissements indispensables. La persistance de ces difficultés impacte directement l'activité économique nationale, en réduisant la production industrielle, en perturbant les services et en affectant la logistique et les exportations. Ces derniers jours, le mécontentement social s'est exprimé par des manifestations dans plusieurs quartiers de la capitale, avant de s'étendre à d'autres villes.

Une nouvelle étape a été franchie dans la coopération entre le Vietnam et Cuba, avec la signature d'un contrat agricole de plus de 50 M USD. Dans le cadre du renforcement de la coopération économique bilatérale, un contrat d'Association Économique Internationale dédié à la production agricole a été signé le 5 décembre entre la société vietnamienne Hoang Gia Viet Food, JSC (Viet Royal) et l'entreprise cubaine Agropecuaria Alquízar. Prévu pour une durée de 25 ans, renouvelable, le projet vise à développer la chaîne de valeur de l'anacarde (noix de cajou), tout en intégrant d'autres cultures à cycle court. L'engagement financier vietnamien s'élève à 50,56 M USD, dont 29,1 M USD seront consacrés à l'acquisition d'équipements technologiques et 21,45 M USD à l'achat de moyens de transport destinés à la production agricole. En août 2025, les deux sociétés avaient par ailleurs signé un mémorandum d'entente portant notamment sur le développement des cultures de soja, d'arachide et de patate douce, avec l'attribution prévue de 2 000 hectares de terres non exploitées. Lors de la Foire internationale de La Havane, le Vietnam a par ailleurs réaffirmé sa volonté d'investir durablement à Cuba et de contribuer à l'objectif bilatéral de porter les échanges commerciaux à 500 M USD d'ici 2030 - un objectif ambitieux au regard de la conjoncture actuelle du commerce extérieur cubain

République Dominicaine

Le gouvernement dominicain, en partenariat avec la Banque interaméricaine de développement (BID), a présenté une version enrichie par l'IA de la plateforme de suivi de l'investissement public *MapaInversiones*. Cette mise à jour intègre un chatbot alimenté par l'intelligence artificielle, offrant un accès plus simple, interactif et personnalisé aux données relatives à l'investissement public. *MapaInversiones* 2.0 centralise désormais, au sein d'un portail unique, l'ensemble des informations concernant les budgets, les procédures de marchés publics,

l'exécution financière et l'avancement des projets. Cette refonte permettra un suivi en temps réel des fonds publics investis. Alignée sur les standards internationaux de transparence, la plateforme vise à renforcer la surveillance citoyenne et à améliorer la gouvernance économique. Selon la BID, cette initiative illustre l'engagement de la République dominicaine en faveur de l'innovation numérique et de la modernisation de la gestion publique. Pour les autorités dominicaines, *MapaInversiones* 2.0 doit également faciliter la coordination interinstitutionnelle et soutenir la planification stratégique des investissements, consolidant ainsi la position du pays comme référence régionale en matière de transparence et d'efficacité administrative.

Trinidad-et-Tobago

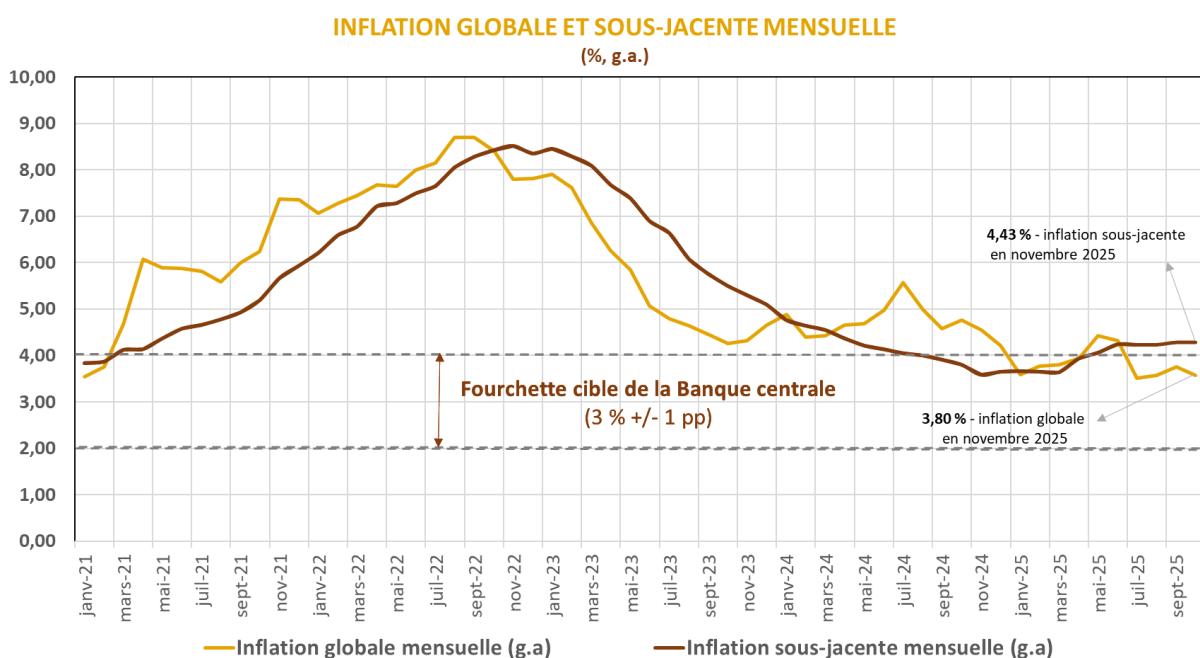
La Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF) a approuvé un financement de 250 M USD destiné à renforcer le réseau routier et à améliorer les infrastructures éducatives de Trinidad-et-Tobago. Le Programme de soutien aux infrastructures routières résilientes (150 M USD) vise à accroître la résistance du réseau routier aux effets du dérèglement climatique, notamment l'érosion côtière, les inondations et les tempêtes. Le Programme d'infrastructures scolaires résilientes et d'amélioration de l'espagnol comme langue étrangère (100 M USD) poursuit quant à lui un double objectif : (1) construire et réhabiliter des structures d'accueil pour la petite enfance ainsi que des écoles primaires et secondaires, et (2) garantir l'accès à du matériel pédagogique de qualité. La CAF a souligné que ces deux programmes s'inscrivent pleinement dans le Plan national d'adaptation et dans la stratégie Vision 2030 de Trinidad-et-Tobago, renforçant ainsi la cohérence des investissements publics en matière de résilience climatique et de développement humain.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

| Pays | Population (millions d'hab., 2024) | PIB nominal (Mds USD, 2024) | Croissance du PIB 2022 | Croissance du PIB 2023 | Croissance du PIB 2024 | Prévision FMI 2025 | Prévision FMI 2026 | Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI) | Inflation (2025, prév FMI) | Taux d'intérêt directeur |
|------------------------|------------------------------------|-----------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|--------------------|--------------------|--|----------------------------|--------------------------|
| Mexique | 132,3 | 1 856,4 | 3,7% | 3,4% | 1,4% | 1,0% | 1,5% | 58,9% | 3,9% | 7,25% |
| Belize | 0,4 | 3,2 | 9,3% | 0,5% | 3,5% | 1,5% | 2,4% | 65,4% | 1,4% | 2,25 % |
| Costa Rica | 5,3 | 95,4 | 4,6 % | 5,1% | 4,3% | 3,6% | 3,3% | 59,7% | 0,4% | 3,50% |
| Guatemala | 17,9 | 120,8 | 4,2% | 3,5% | 3,7% | 3,8% | 3,6% | 27,0% | 1,7% | 3,75% |
| Honduras | 10,7 | 37,1 | 4,1% | 3,6% | 3,6% | 3,8% | 3,5% | 45,1% | 4,6% | 5,75% |
| Nicaragua | 6,7 | 19,7 | 3,6% | 4,4% | 3,6% | 3,0% | 2,9% | 39,3% | 2,0% | 6,25% |
| El Salvador | 6,4 | 35,4 | 2,9% | 3,5% | 2,6% | 2,5% | 2,5% | 87,6% | 0,3% | -- |
| Haïti | 12,4 | 25,3 | -1,7% | -1,9% | -4,2% | -3,1% | -1,2% | 11,8% | 27,8% | 10,00% |
| Jamaïque | 2,8 | 21,9 | 6,4% | 2,7% | -0,5% | 2,1% | 1,5% | 59,2% | 4,2% | 5,75% |
| Panama | 4,5 | 86,5 | 11,0% | 7,2% | 2,7% | 4,0% | 4,0% | 59,6% | -0,1% | -- |
| République Dominicaine | 10,8 | 124,6 | 5,2% | 2,2% | 5,0% | 3,0% | 4,5% | 60,0% | 3,7% | 5,50% |
| Cuba | 11,2 | 25,3 | 3,2 % (EIU) | 3,2 % (EIU) | 3,8 % (EIU) | 3,6 % (EIU) | -- | 129,4 % (EIU) | 36,8 % (EIU) | -- |

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025

- Annexe Graphique Mexique -

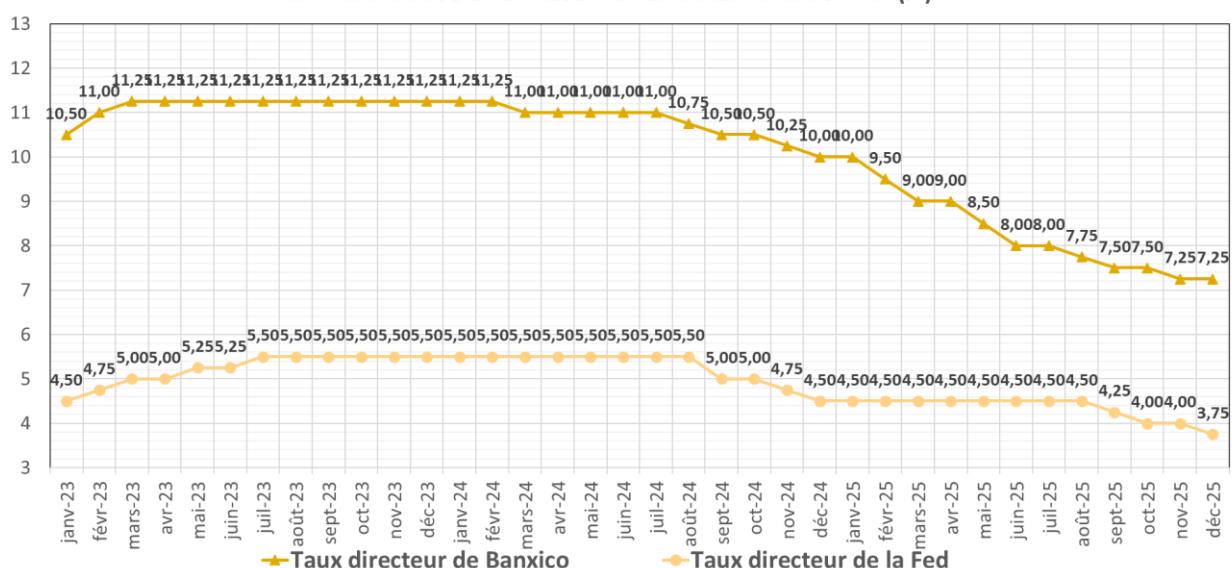


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

| date | Taux directeur de Banxico | Taux directeur de la Fed | Défis |
|---------|---------------------------|--------------------------|-------|
| janv-23 | 10,50 | 4,50 | 600 |
| févr-23 | 11,00 | 4,75 | 625 |
| mars-23 | 11,25 | 5,00 | 625 |
| avr-23 | 11,25 | 5,00 | 625 |
| mai-23 | 11,25 | 5,25 | 600 |
| juin-23 | 11,25 | 5,25 | 600 |
| juil-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| août-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| sept-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| oct-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| nov-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| déc-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| janv-24 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| févr-24 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| mars-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| avr-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| mai-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| juin-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| juil-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| août-24 | 10,75 | 5,50 | 525 |
| sept-24 | 10,50 | 5,00 | 550 |
| oct-24 | 10,50 | 5,00 | 550 |
| nov-24 | 10,25 | 4,75 | 550 |
| déc-24 | 10,00 | 4,50 | 550 |
| janv-25 | 10,00 | 4,50 | 550 |
| févr-25 | 9,50 | 4,50 | 500 |
| mars-25 | 9,00 | 4,50 | 450 |
| avr-25 | 9,00 | 4,50 | 450 |
| mai-25 | 8,50 | 4,50 | 400 |
| juin-25 | 8,00 | 4,50 | 350 |
| juil-25 | 8,00 | 4,50 | 350 |
| août-25 | 7,75 | 4,50 | 325 |
| sept-25 | 7,50 | 4,25 | 325 |
| oct-25 | 7,50 | 4,00 | 350 |
| nov-25 | 7,25 | 4,00 | 325 |
| déc-25 | 7,25 | 3,75 | 350 |

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

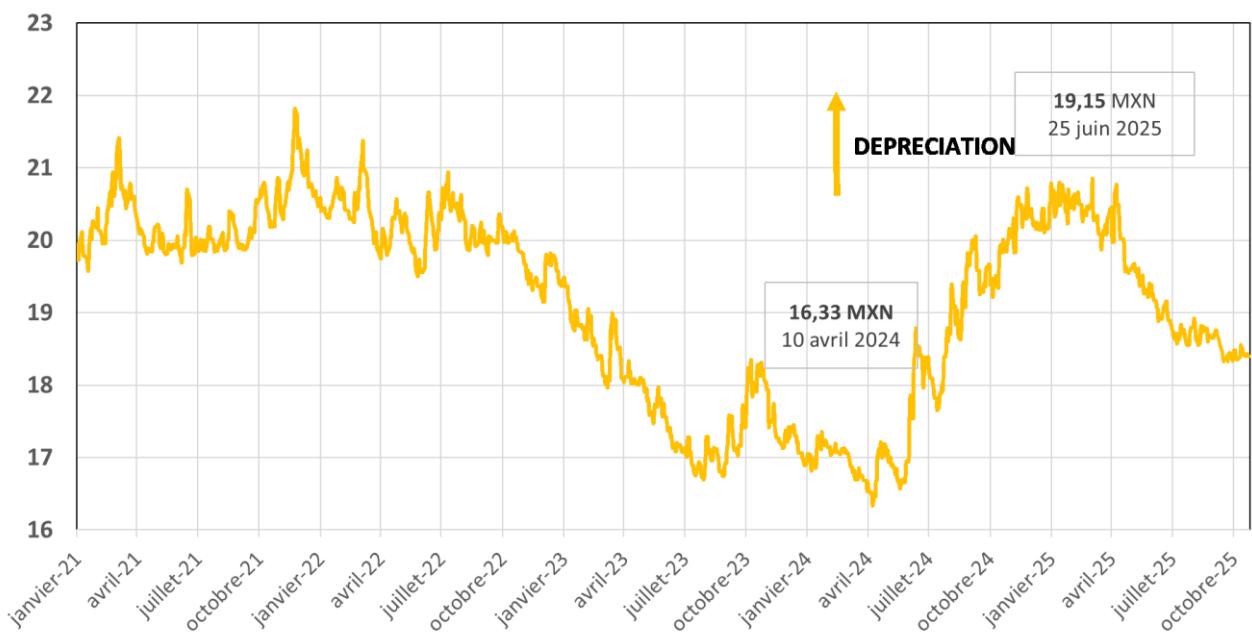
DIFFÉRENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

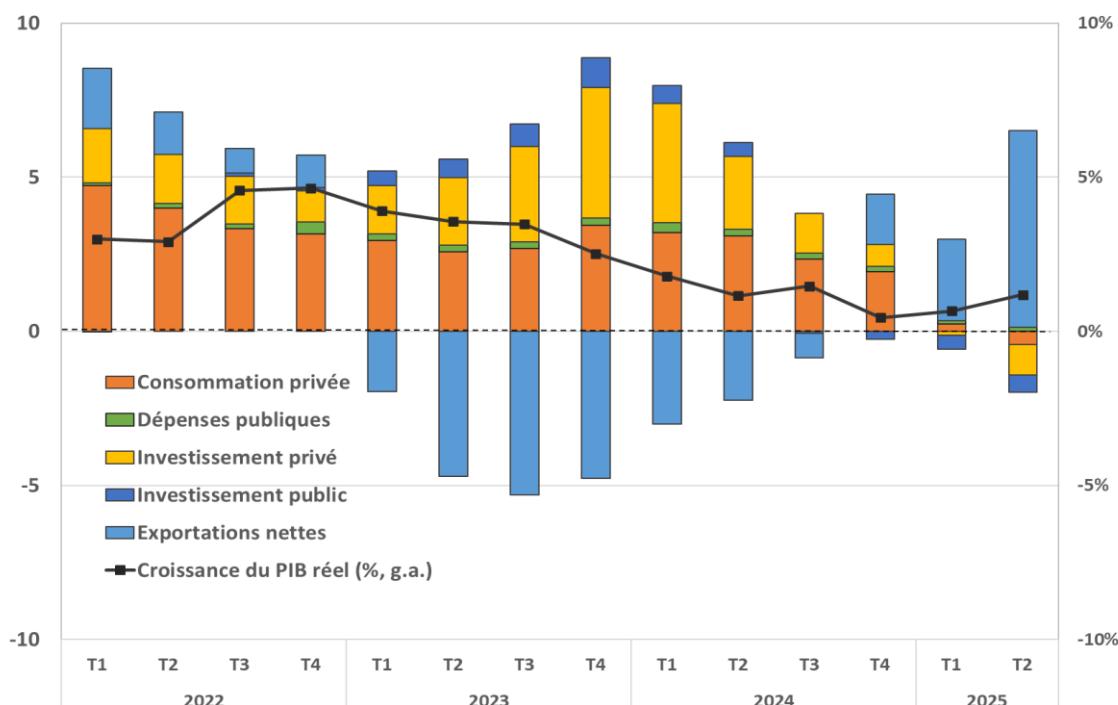
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

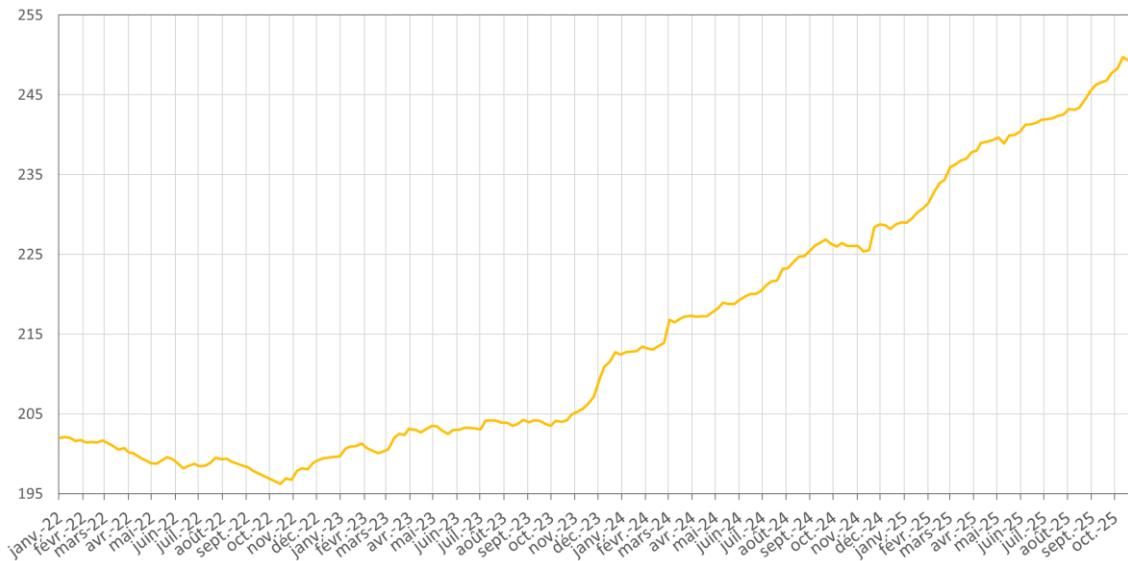
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr